

**RÉUNION DU «TRIANGLE DE WEIMAR»  
SYRIE  
DÉCLARATION COMMUNE  
DU MINISTRE ALLEMAND DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
GUIDO WESTERWELLE,  
DU MINISTRE POLONAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
RADOSLAV SIKORSKI,  
ET DU MINISTRE FRANÇAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET EUROPÉENNES,  
ALAIN JUPPÉ**

(Berlin, 29 février 2012)

Les ministres des Affaires étrangères du Triangle de Weimar, Guido Westerwelle, Radoslav Sikorski et Alain Juppé, ont déclaré aujourd'hui :

Nous éprouvons une grande admiration pour les hommes et les femmes de Syrie qui, depuis près d'un an, continuent courageusement de descendre dans les rues de tant de villes syriennes pour manifester pacifiquement en faveur d'un avenir meilleur pour leur pays. Nous partageons leur vision d'un État démocratique où tous ont les mêmes droits inaliénables indépendamment de leur appartenance politique, de leur ethnie, de leurs convictions et de leur sexe.

Nous sommes horrifiés par la manière dont le régime syrien a réagi à leurs demandes légitimes. La violence et la répression, les détentions arbitraires et les massacres, la torture et l'intimidation à l'intérieur comme à l'extérieur de la Syrie, sont intolérables et doivent cesser immédiatement. Des milliers de civils innocents, parmi lesquels plus de 600 enfants, ont été tués, et bien d'autres ont disparu. Nous adressons nos sincères condoléances à toutes les victimes et à leurs familles. Nous n'épargnerons aucun effort pour que les responsables de ces violations massives des droits de l'Homme, qui peuvent être considérées comme des crimes contre l'humanité, rendent des comptes.

Au vu de la poursuite de l'escalade de la violence ces dernières semaines, en particulier dans les régions de Homs et d'Idlib, et de l'augmentation des besoins humanitaires, nous regrettons vivement le blocage au Conseil de sécurité des Nations unies, notamment compte tenu du consensus international croissant, comme l'a confirmé récemment l'adoption d'une résolution concernant la Syrie à l'Assemblée générale des Nations unies, par une majorité écrasante de pays. Nous appelons tous les membres du Conseil de sécurité à assumer leurs responsabilités et à soutenir tous les efforts du Conseil de sécurité pour mettre un terme à la violence et à la crise humanitaire en Syrie et pour appeler instamment à une mise en œuvre concrète de l'initiative de la Ligue des États arabes, de manière à encourager une transition politique pacifique en réponse aux aspirations légitimes du peuple syrien. L'appel en faveur de la liberté doit toujours être plus fort que les tanks et l'artillerie.

Nous demandons instamment aux autorités syriennes de permettre à l'ensemble des populations qui en ont besoin d'accéder immédiatement et sans entrave à l'aide humanitaire.

Nous condamnons également tous les assassinats de civils non armés, notamment ceux des trois journalistes dans la ville de Homs. La presse doit pouvoir circuler sans entrave pour remplir son rôle vital qui consiste à fournir une information indépendante sur les événements

en Syrie sans craindre la violence ou la répression. Nous demandons instamment aux autorités syriennes de créer les conditions d'une évacuation rapide et en toute sécurité des journalistes étrangers se trouvant à Homs, en coordination avec le CICR et avec le Croissant-Rouge syrien. Nous demandons une interruption des actes de violence à Homs pour permettre cette opération.

Nous approuvons sans réserve la déclaration du président de la première réunion du Groupe des Amis du peuple syrien, tenue à Tunis le 24 février, qui a exprimé son soutien à l'initiative de la Ligue des États arabes et réaffirmé son objectif de travailler en vue d'une transition politique qui réponde aux aspirations du peuple syrien à la dignité, à la liberté, à la paix, à la réforme, à la démocratie, à la prospérité et à la stabilité. Nous nous félicitons de la nomination de l'ancien Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, comme Envoyé spécial conjoint des Nations unies et de la Ligue des États arabes pour la crise syrienne.

Nous avons la ferme conviction que seul le peuple syrien peut décider de l'avenir de son pays. Nous avons reconnu le Conseil national syrien comme le représentant légitime des Syriens qui souhaitent un changement démocratique pacifique. Nous appelons le Conseil national syrien à œuvrer dans un esprit d'unité avec tous les groupes de l'opposition qui, à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie, ont en commun la vision d'une Syrie libre et prospère, ouverte à tous, qui protège ses citoyens, garantisse les droits des minorités et soit source de stabilité dans la région. Nous encourageons tous les mouvements d'opposition à se réunir autour du Conseil national syrien afin de donner aux militants pacifiques une solide représentation politique.

Nous poursuivrons notre politique, qui consiste à imposer des mesures supplémentaires visant le régime, tant que la répression continuera. Nous nous félicitons de l'engagement des participants au Groupe des Amis du peuple syrien qui prendront des mesures pour appliquer et mettre en œuvre des mesures restrictives et des sanctions à l'encontre du régime syrien et de ceux qui le soutiennent.

Avec nos partenaires européens, nous sommes prêts à offrir à une nouvelle Syrie démocratique un partenariat politique et économique étroit pour permettre au peuple syrien de satisfaire son aspiration à vivre dans la liberté et la dignité./

Quelle / Source / Źródło: [https://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/util/documents/accede\\_document.php?1650565051714](https://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/util/documents/accede_document.php?1650565051714) (Accessed 21 April 2022)